

DECLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE LA COTE D'IVOIRE ET DU GHANA DANS LE CADRE DE LA DURABILITE DE LA FILIERE CACAO

Ces dernières années, un dialogue international sur la durabilité du secteur du cacao a été engagé entre tous les acteurs concernés, tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs.

La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui représentent 60 % de la production mondiale de cacao, ont décidé de travailler ensemble pour définir une stratégie commune et durable en matière de cacao afin d'augmenter durablement les prix perçus par les producteurs de cacao dans leurs pays respectifs.

Pour matérialiser cette volonté politique, l'Initiative Côte d'Ivoire-Ghana pour le cacao (ICCI) a été mise en place en 2020.

Au regard de ce partenariat stratégique établi au niveau sous-régional par les deux États, il est apparu pertinent pour les organisations de la société civile des deux pays, travaillant sur le cacao, d'établir un cadre de collaboration permanent. L'objectif est de travailler ensemble et de définir une stratégie viable qui s'articule autour des priorités communes des deux pays, notamment en ce qui concerne les producteurs locaux et les petits transformateurs de leurs pays respectifs.

Ainsi, du 27 au 29 juillet 2022, un atelier de réseautage a été organisé entre les organisations de la société civile ivoirienne et ghanéenne sur la durabilité du secteur du cacao.

A l'issue de cet atelier, la Plateforme Ivoirienne pour le Cacao Durable (PICD) et la Ghana Civil-society Cocoa Platform (GCCP) ont salué et soutenu cette initiative (ICCI) des deux États. Elles réitèrent leur engagement à contribuer à l'atteinte des objectifs de l'Initiative Côte d'Ivoire-Ghana sur le cacao (ICCI).

Lors de cette réunion, les deux plateformes ont pris la décision d'agir ensemble et de mener des actions concrètes autour de quatre grands domaines prioritaires :

1. Revenu vital

Les organisations ivoiriennes et ghanéennes soutiennent les efforts de leurs gouvernements concernant l'engagement en faveur d'une augmentation du prix et donc du revenu du cacao à travers le Différentiel de Revenu Décent (DRD).

Les acteurs de la société civile recommandent cependant au niveau national, une réflexion concrète pour la mise en place d'un mécanisme transparent et inclusif de fixation de prix bord champ, prenant en compte les coûts de production du cacao d'une part et un mécanisme transparent de redistribution du DRD aux producteurs d'autre part.

Au niveau international, la société civile appelle instamment l'industrie du cacao à faire un effort notamment sur leurs marges pour améliorer le prix payé aux producteurs.

2. Déforestation et bonne gestion des ressources naturelles

Les sociétés civiles ivoirienne et ghanéenne recommandent :

- l'élaboration de plans locaux d'utilisation durable des terres qui tiennent compte de la dynamique socioculturelle des communautés
- une révision de la réglementation sur les pesticides dans les pays, conformément aux nouvelles réglementations des pays occidentaux qui ont interdit un certain nombre de pesticides en raison de leur dangerosité
- la mise en place d'un système national de surveillance des forêts pour la traçabilité du cacao et l'évaluation de la déforestation.

3. Droits de l'homme et travail des enfants

Les organisations notent que ces dernières années, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont fait des progrès en matière de lutte contre le travail des enfants par la mise en place notamment d'un cadre réglementaire clair, la création de structures spécifiques, pour mieux lutter contre ce défi.

Les acteurs ont fait le constat que les enfants concernés viennent en majorité des pays limitrophes du nord de la Côte d'Ivoire et du Ghana.

Ainsi, ils recommandent de faire évoluer le vocabulaire sur le sujet en parlant plutôt de trafic d'êtres humains en l'occurrence des enfants et d'esclavage moderne

Sur cette base, ils recommandent également de concentrer les efforts sur le contrôle aux frontières pour mieux lutter contre les réseaux de trafiquants d'enfants entre les pays.

4. Bonne gouvernance / responsabilité et transparence

Les acteurs de la société civile recommandent :

- De créer les conditions pour la mise en place d'une organisation nationale représentative des producteurs de cacao
- Que les organisations de la société civile, agriculteurs/producteurs soient correctement représentés dans toutes les initiatives et les instances de décision relatives à la gestion de la filière cacao.

Les sociétés civiles ivoirienne et ghanéenne ont convenu de créer un réseau africain de la société civile pour le cacao, qui mènera des actions de plaidoyer sur les questions qui concernent les agriculteurs/producteurs et les petits transformateurs locaux dans la sous-région.

DECLARATION BY CIVIL SOCIETY ORGANIZATIONS IN COTE D'IVOIRE AND GHANA IN THE FRAMEWORK OF THE SUSTAINABILITY OF THE COCOA SECTOR

In recent years, an international dialogue on the sustainability of the cocoa sector has been initiated between all actors involved in both producing and consuming countries.

Côte d'Ivoire and Ghana, which account for over 60% of the world's cocoa production, have decided to work together to define a common and sustainable cocoa strategy towards increasing the prices received by cocoa producers in their respective countries.

To materialise this political will, the Côte d'Ivoire-Ghana Cocoa Initiative (CIGHCI) was set up in 2020.

In view of this strategic partnership established at the sub-regional level by the two States, it appeared relevant for the civil society organisations of the two countries, working on cocoa, to establish a permanent collaboration framework. The objective is to work together and define a workable strategy that revolve around common priorities of the two countries, especially as it concerns local producers and small local processors in their respective countries.

Thus, from July 27 – 29, 2022, a networking workshop was held between Ivorian and Ghanaian civil society organisations on the sustainability of the cocoa sector.

At the end of this workshop, the Plateforme Ivoirienne pour le Cacao Durable (PICD) and the Ghana Civil-society Cocoa Platform (GCCP) welcomed and supported this initiative of the two States. We reiterate our commitment to contribute to the achievement of the objectives of the Côte d'Ivoire-Ghana Cocoa Initiative (CIGHCI).

During this meeting, we took decisions to act together and carry out concrete actions around four main priority areas:

1. Living Income:

We support our governments' efforts to increase the farm-gate price and therefore the income of cocoa producers through the Living Income Differential (LID).

However, we call for :

- At the international level,
 - We demand the cocoa industry to improve the price paid to producers,
 - A reform in the mechanism for setting prices at the international level which takes into accounts the cost of production.
- At the national level,
 - A transparent mechanism for redistributing this LID in line with the commitments from the two countries during its introduction. To realize this mechanism, we call for the development of policy and implementation documents that will regulate the LID.

- We recommend the establishment of a transparent and inclusive mechanism for setting farm-gate prices, taking into account all the relevant parameters that goes into producing cocoa by the farmer.

2. Deforestation and good management of natural resources

We recommend:

- The development of local sustainable land use plans which takes into account the socio-cultural dynamics of the communities
- A revision of in-country pesticide regulation in line with new developments in Western countries which have banned a number of pesticides because of their harmful effects
- The establishment of a national forest monitoring system for cocoa traceability and deforestation assessment

3. Human rights and Modern Slavery

- We note that in recent years, Côte d'Ivoire and Ghana have made progress in the fight against child labour, notably through the establishment of a clear regulatory framework and the creation of specific structures to better combat this challenge.
- We recommend a change in the definition and context on the subject by properly situating the issue as human trafficking of children and modern slavery
- On this basis, we recommend a focus on border control to better fight against child trafficking networks across West African countries.

4. Good governance / accountability and transparency

We recommend :

- The development of a framework for the establishment of a national representative organisation of cocoa producers
- Proper representation and participation of farmer and civil society organizations in decision making processes

We, the Ivorian and Ghanaian farmer and civil society organizations agree to build an African Civil-society Network for Cocoa, to lead on advocacy issues that concern farmers/producers and small local processors within the producing countries in Africa.